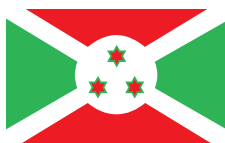


# Burundi

Auteur: **Duncan Kayiira**



## Vue d'ensemble

L'économie burundaise a entamé le chemin de la reprise économique après deux années de récession, après la guerre civile qui a éclaté en 2015 à la suite d'élections contestées. Cela a abouti à une baisse du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) à -3,9 % en 2015 et à -0,6 % en 2016. Des signes de stabilité politique ont permis un environnement favorable à l'investissement, ce qui s'est traduit par une amélioration des taux de croissance du PIB, qui ont atteint 0,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018.<sup>1</sup>

En 2019, l'économie devrait croître à un taux modeste de 1,8 %, en raison d'un système politique relativement fragile et du manque de ressources budgétaires suffisantes pour soutenir les investissements dans les infrastructures publiques.<sup>2</sup> En outre, l'économie souffre d'une pénurie persistante de devises en raison d'une baisse des recettes d'exportation. Cette situation a eu des répercussions importantes sur les réserves internationales du pays. En outre, le déficit de la balance courante s'est détérioré, passant de 11,3 pour cent du PIB en 2017 à 19,2 pour cent en<sup>3</sup> 2018. Le faible niveau des devises disponibles pour les importations a conduit la banque centrale à intervenir en mettant en oeuvre plusieurs mesures visant à stabiliser la monnaie locale. Ces interventions consistaient notamment à imposer des restrictions sur les opérations de change et à injecter des liquidités afin de réduire au minimum la dépréciation de la monnaie nationale.

Le franc burundais s'est déprécié de 2,4 % par rapport au dollar américain au taux de change officiel sur l'année jusqu'en décembre 2018. Les importateurs et exportateurs du secteur privé ont toutefois trouvé plus facile d'accéder aux devises étrangères sur le marché parallèle, avec une prime de presque 50 % au-dessus du taux de change officiel. Pour les promoteurs qui cherchent à importer des matériaux de construction pour le secteur du logement, la prime de change a un impact direct sur le prix des logements et les coûts de location. D'un point de vue sectoriel, les défis du marché des changes ont eu une plus grande incidence sur les importations de biens de consommation que sur celles de biens d'équipement. Alors qu'il y a eu une baisse de six pour cent des biens de consommation importés pour l'année se terminant en décembre 2018, les importations de biens d'équipement ont augmenté de 20 pour cent pendant la même période.<sup>4</sup> Cette hausse est révélatrice de perspectives économiques positives et d'une augmentation des investissements prévus dans un certain nombre de secteurs, dont le logement et la construction.

Au niveau macroéconomique, la baisse de l'aide financière extérieure due à la fragilité du climat politique en 2015 a exacerbé la situation budgétaire de l'État, l'amenant à dépendre davantage des recettes fiscales intérieures pour ses dépenses courantes et d'investissement. Par conséquent, un certain nombre

## CHIFFRES CLÉS

Pincipaux centres urbains	Gitega, Ruyigi, Muyinga, Ngozi, Bubanza
Taux de change: 1 US \$ = [a] 1er juillet 2019	1 846.14 Burundi Franc (BF)
1 PPP\$ = [b]	661.09 Burundi Franc (BF)
Inflation 2018 [c]   Inflation 2019 [c]	1.2   7.3
Population [b]	11 175 378
Taux de croissance de la population [b]   Taux d'urbanisation [b]	3.1%   5.7%
Pourcentage de la population totale se situant en dessous du seuil de pauvreté national (2017) [d]	40.1%
Taux de chômage (% de la population active totale, estimation nationale) (2017) [d]	1.6%
Proportion de la population adulte qui a formellement emprunté (2017) [b]	n/a
PIB (\$ US courants) (2018) [b]	US\$3 078 million
Taux de croissance du PIB annuel [b]	1.6%
PIB par habitant (\$ US courants) (2018) [b]	US\$275
Coefficient de Gini (2017) [b]	n/a
Classement mondial de l'IDH (2017)[d]   Note de l'indice de DH du pays (2017) [d]	185   0.417
Taux d'intérêt prêteur (2017) [b]	14,8%
Rendement des obligations du gouvernement à 2 ans	n/a
Nombre d'hypothèques en cours	n/a
Valeur des prêts hypothécaires résidentiels en cours (USD)	US\$76.8 million
Nombre de créanciers hypothécaires [f]   Taux hypothécaire en vigueur	5   n/a
Durée moyenne de l'hypothèque en années   Le premier versement	10   30%
Ratio des hypothèques sur le PIB	2.6%
Quelle est la forme du registre des titres fonciers? [e]	Paper
Nombre total de propriétés résidentielles avec un titre de propriété	n/a
Nombre de maisons achevées	n/a
Nombre de promoteurs/contractants privés formels	n/a
Nombre d'agents immobiliers formels	n/a
Coût standard d'un sac de ciment de 50 kg	27 000 BFI (US\$14.56)
Prix de la maison la moins chère nouvellement construite par un développeur officiel ou un entrepreneur dans une zone urbaine (unités en monnaie locale)	57 505 000 BFI
Taille de la maison la moins chère nouvellement construite par un promoteur ou un entrepreneur officiel dans une région urbaine	80m <sup>2</sup>
Prix moyen de location de cette unité dans une région urbaine (unités en devise locale)	350 000 BFI
Nombre d'encours de microcrédit	n/a
Nombre de fournisseurs de microfinance [f]	2
Nombre d'encours de prêts à la construction de logements	6 200
Nombre de fournisseurs de financement de la construction [f]	5
Classement « Facilité de faire des affaires » de la Banque mondiale [e]	168
Nombre de procédures pour enregistrer une propriété [e]	5
Délai (en jours) entre l'application à l'achèvement des unités résidentielles dans la principale ville urbaine	270

NB: Ces chiffres sont valables pour l'année 2019 à moins d'avoir été indiqué autrement.

- [a] Coinmill  
 [b] World Bank World Development Indicators  
 [c] IMF World Economic Outlook Database  
 [d] UNDP: Human Development Reports  
 [e] World Bank Doing Business 2018  
 [f] Central Bank of Burundi

d'augmentations des droits d'accise ont été mises en oeuvre pour compléter les emprunts publics intérieurs par l'émission de titres du Trésor aux banques commerciales. Cette mesure a, en partie, nuí à la capacité du secteur bancaire d'accorder des crédits au secteur privé, notamment pour le logement et l'immobilier. L'assiette fiscale réduite et l'augmentation des emprunts n'ont cessé d'alourdir le fardeau de la dette du pays en pourcentage du PIB : 50 % en décembre 2018, 42,9 % en 2016 et 44,2 % en 2017.<sup>5</sup>

Bien qu'il y ait eu une nette amélioration des rendements pour les exportations agricoles du Burundi, y compris le café et le thé, le pays a enregistré une baisse de ses recettes en devises étrangères en 2019.<sup>6</sup> Cette baisse des résultats à l'exportation a eu des effets sur un certain nombre de secteurs économiques étant donné que 90 pour cent de la population totale dépend du secteur agricole, qui contribue de l'ordre de 40 pour cent au PIB du pays.

Malgré ces difficultés, une récolte exceptionnelle de la production alimentaire et une reprise de la production industrielle ont entraîné une meilleure performance du PIB en 2018. Les prix des denrées alimentaires ont connu une tendance à la baisse qui a culminé avec une forte baisse de l'inflation à moins 2,6 pour cent<sup>7</sup> jusqu'en décembre 2018. Il y a eu une légère augmentation des prix dans les secteurs du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz, passant de 10,3 % en décembre 2017 à 11,3% en décembre 2018, soit une hausse de 100 points de base. Cela aurait pu résulter de la hausse des prix du carburant et de la demande de logements, l'activité économique ayant commencé à revenir à la normale après une période de faible productivité.

Cette amélioration du climat général de l'investissement s'est également reflétée dans des secteurs clés de l'économie, notamment le secteur bancaire et financier. Le crédit au secteur privé a augmenté de 12 % entre mars 2018 et mars 2019.<sup>8</sup> Le total des crédits, y compris les emprunts de l'État auprès des banques commerciales, est passé à 946,5 milliards de FBu (510,24 millions de dollars américains) en mars 2019, par rapport à 810,8 milliards de FBu (434,07 millions de dollars américains) en mars 2018. Les créances cumulées des banques commerciales auprès de l'État ont augmenté de 150 % pour atteindre 7,5 milliards de FBu (4 milliards de dollars américains) en mars 2019, par rapport à 3 milliards de FBu (4,62 millions de dollars américains) en mars 2018 et 2,2 milliards de FBu (1,19 million de dollars américains) en mars 2017. Cette augmentation sans précédent des emprunts publics freine le secteur bancaire dans l'allocation de crédits au secteur privé, le gouvernement finançant son déficit budgétaire au moyen de ressources intérieures. Dans l'ensemble, les taux d'intérêt débiteurs moyens ont légèrement baissé, passant de 15,97 % en mars 2018 à 15,57 % en mars 2019. Cela a eu peu d'impact sur l'amélioration de l'accès au crédit pour la plupart des Burundais, dont le niveau de revenu est nettement inférieur à la moyenne des revenus des pays voisins.

L'un des facteurs qui a une influence sur les taux d'intérêt des prêts à l'échelle du pays a été le niveau élevé des prêts douteux comme mesure de la qualité du portefeuille de prêts. Le secteur bancaire a noté une amélioration de la qualité du portefeuille de prêts, qui s'est améliorée avec une réduction importante des prêts douteux de 21,8 %<sup>9</sup> en avril 2018 à 15,2 % à la fin avril 2019. Toutefois, les taux d'intérêt sont demeurés relativement élevés en raison des faibles perspectives pour les entreprises et les autres secteurs. La performance du secteur du logement et de la construction a été bien meilleure, le taux de dépréciation passant de 13,2 % en avril 2018 à 5,8 % en avril 2019.

Le bureau de référence du crédit, créé en 2012 avec l'appui de la Société financière internationale, n'a pas été pleinement exploité en raison d'une forte concentration du crédit parmi seulement quelques grands emprunteurs. Le crédit au secteur du logement reste un défi majeur en raison de l'absence de grands projets pouvant être financés par le secteur bancaire.

### Accès au financement

L'accès aux services financiers est un défi majeur pour le développement au Burundi avec seulement 12,5 pour cent environ de la population adulte du pays qui détient des comptes dans des institutions financières formelles. Ce faible niveau d'inclusion financière dans le pays est attribué à la baisse des revenus, au faible niveau d'éducation financière et à la couverture limitée des institutions financières dans les zones situées en dehors de Bujumbura, la capitale. Le niveau d'inclusion financière devrait augmenter avec les progrès des programmes gouvernementaux et les objectifs de réduction de la pauvreté, puisque la majorité de la population (qui est purement agraire) vit dans les zones rurales.

Le gouvernement du Burundi a signé un accord de don de 24,9 millions de dollars US (46,19 milliards de FBu)<sup>10</sup> avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) en octobre 2017 pour augmenter les services financiers dans les zones rurales où la demande dépasse largement l'offre. Cet accord de cofinancement prévoit une contribution de 2,6 millions de dollars américains (4,82 milliards de FBu) de la part du gouvernement. Le programme/projet du FIDA vise à donner accès à des services financiers et à d'autres services diversifiés afin de favoriser l'émergence d'un large éventail d'entreprises génératrices de revenus, l'accent étant mis sur l'aide aux pauvres des zones rurales. Au cours des sept années du projet, 99 200 ménages ruraux de plusieurs provinces de Bubanza, Cibitoke, Gitega, Karusi, Kayanza et Muramvya bénéficieront de l'inclusion financière et auront accès à un financement abordable. Les groupes de garantie de solidarité constitués pour éliminer l'exigence de garanties amélioreront l'accès au crédit pour environ 9 000 ménages ainsi que pour 60 000 petits producteurs et membres de groupes de coopératives de riz ainsi que 19 200 petits producteurs membres de coopératives. Un certain nombre de parties prenantes sont impliquées dans le projet afin d'assurer sa mise en œuvre adéquate. La banque centrale du Burundi est à l'avant-garde pour s'assurer que les préoccupations

### Accès aux données sur le financement du logement

Les informations sur le financement du logement sont en grande partie compilées et partagées par la Banque centrale du Burundi dans le cadre de sa fonction de supervision du secteur bancaire. Ces renseignements sont recueillis tous les trimestres et sont disponibles en ligne à l'adresse <https://www.brb.bi/en/content/money-and-credit>. Ces données sont toutefois assez générales et concernent le crédit au secteur privé.

Les principaux défis de la collecte d'information comprennent les niveaux élevés de protection de la vie privée exercés par les institutions financières, ce qui rend pratiquement impossible l'obtention de données sur la taille de leur portefeuille hypothécaire et sur les principaux projets liés au logement financés au cours de la période. En outre, les données actuelles sur les nouveaux logements construits sont dispersées dans plusieurs institutions (certaines privées) et difficiles d'accès. Les principales sources de données demeurent les organismes gouvernementaux chargés d'enregistrer et de publier régulièrement des données, ainsi que les principaux acteurs du secteur privé, notamment les institutions financières, les promoteurs immobiliers et les institutions internationales de financement du développement.

réglementaires concernant les aspects de financement du projet sont prises en compte, tandis que le secteur bancaire privé est structuré pour gérer les fonds et assurer un refinancement adéquat pour les établissements de microfinance directement impliqués avec les coopératives agricoles. Avec 92 pour cent de la main-d'œuvre burundaise déjà employée dans le secteur agricole, cette initiative d'inclusion financière aura plusieurs retombées positives sur la demande des consommateurs, notamment dans le secteur du logement.

Dans l'ensemble du secteur bancaire, un certain nombre de banques commerciales ont mis en place des voies de distribution inclusives dans le secteur des services financiers, y compris l'installation de guichets automatiques bancaires (GAB) et d'agents bancaires. L'introduction des agents bancaires a permis aux institutions financières de pénétrer dans les zones périurbaines plus profondes qui accueillent la plupart des personnes non bancarisées. En utilisant des technologies moins chères pour les points de vente, un agent peut faciliter un certain nombre de transactions, y compris les dépôts et retraits en espèces, les virements bancaires et les demandes de solde. Bien que cette initiative ait été perçue comme une voie de mobilisation des dépôts au Burundi et dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Est, l'offre de crédit par le biais des réseaux d'agents n'a pas progressé. Les institutions financières n'ont pas encore développé la capacité d'accorder du crédit par l'intermédiaire de leurs réseaux d'agents relativement moins coûteux, étant donné l'absence d'évaluation du risque de crédit. Les emprunteurs potentiels doivent donc s'adresser à une succursale physique pour avoir accès à du crédit dans le pays.

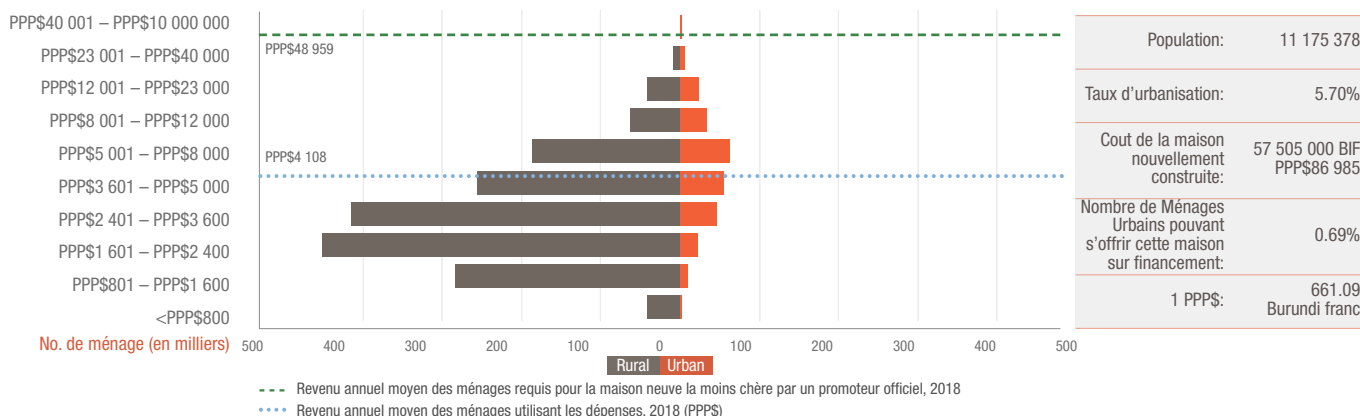
Dans l'ensemble, les principaux prêteurs hypothécaires du pays, notamment le Urban Housing Promotion Fund, la Banque nationale de développement économique du Burundi, la Banque du commerce et de l'investissement du Burundi, Ecobank Burundi et la KCB Bank, ont joué un rôle déterminant dans la fourniture de solutions liées au financement du logement. Dans l'ensemble du secteur, ces prêteurs offrent plusieurs produits, notamment des prêts hypothécaires à la construction, à l'achèvement, à l'amélioration et au refinancement de maisons pour les emprunts à court et à moyen terme jusqu'à sept ans et les emprunts à long terme allant de 15 à 20 ans. Le ratio prêt-valeur est propre aux institutions et varie entre 30 % et 50 %, selon la nature du risque perçu par l'emprunteur potentiel et les taux d'intérêt varient entre 16 % et 19 % pour la plupart des produits de financement immobilier. Les prêteurs actuels semblent répondre aux besoins de financement du logement des clients à revenu moyen et élevé, mais l'écart dans le financement du logement abordable est énorme et exige des efforts de collaboration pour établir un marché dynamique pour les micro-hypothèques accessibles à la majorité des personnes à faible revenu.

### Faisabilité budgétaire

Le niveau de pauvreté au Burundi a continué d'augmenter depuis la crise politique de 2015, reflétant un faible taux de croissance du PIB par habitant, attribué à la conjonction d'un faible taux de croissance du PIB, d'un soutien budgétaire extérieur limité et d'un taux élevé de croissance démographique alimenté par un taux moyen élevé de fécondité de 5,5 enfants par femme. Classé parmi les pays les plus pauvres du monde avec un taux de pauvreté de 71,8 pour cent, le PIB par habitant du pays est passé de 315,2 dollars américains (584 696 FBu) en 2017 à 274 dollars américains (508 270 FBu) en 2018 selon la Banque mondiale.<sup>11</sup> Même

## BURUNDI

Profil Annuel de Revenu des Ménages Urbains et Ruraux basé sur leur consommation (PPP\$)



Population:	11 175 378
Taux d'urbanisation:	5.70%
Coût de la maison nouvellement construite:	57 505 000 BIF PPP\$86 985
Nombre de Ménages Urbains pouvant s'offrir cette maison sur financement:	0.69%
1 PPP\$:	661.09 Burundi franc

Source <https://www.cgidd.com/C-GIDD, 2019>

si l'économie a survécu au pire ralentissement de la décennie et qu'elle retrouve son potentiel de croissance prévu, l'accès à la propriété demeure un défi majeur tant du côté de l'offre que de la demande.

La majorité de la population burundaise est largement dépendante de l'agriculture paysanne et vit dans des conditions précaires. Bien que le taux de pauvreté basé sur 1,9 dollar américain (3 525 FBu) soit passé de 74,7 pour cent en 2017 à 71,8 pour cent en 2018, l'accès à un logement décent reste un défi dans tout le pays.<sup>12</sup> Le marché du logement du pays souffre donc de faibles niveaux de demande effective de logements décents.

Du côté de l'offre, les options de financement des investissements liés au logement sont demeurées inabordables tant pour les investisseurs que pour les propriétaires éventuels. Les institutions financières ont maintenu les taux d'intérêt à des niveaux relativement élevés, soit en moyenne 15,98 %, ce qui rend difficile l'accès au crédit pour la plupart des citoyens à revenu modeste.<sup>13</sup> Alors que le taux de référence de la Banque centrale n'a cessé de baisser ces dernières années, passant de 9,1 % en 2015 à 6,9 % en 2018, les banques commerciales ont, au contraire, constamment relevé leurs taux débiteurs avec 17,16 % en décembre 2018 (par rapport à 15,70 % en décembre 2017) et 16,32 % pour les prêts au logement à moyen terme.<sup>14</sup> Il existe donc un besoin d'options de financement abordables pour répondre aux besoins croissants de logement de la population du pays.

### Offre de logements

L'offre de logements au Burundi est encore peu développée avec peu de participants dans le secteur de l'offre de logements. Au cours des dernières années, le pays a relativement peu réussi à attirer des promoteurs immobiliers de grande envergure en raison de sa situation politique fragile, de son faible niveau de développement économique et de son taux de pauvreté élevé. Avec le récent retour à la stabilité politique et le regain d'espoir pour le développement économique, la ville de Bujumbura commence à augmenter son offre de logements neufs, venant principalement de la part de quelques investisseurs individuels.

Toutefois, les promoteurs éventuels font encore face à un certain nombre de défis comme l'absence de produits de financement à des prix appropriés pour le soutien aux promoteurs, la rareté des devises étrangères pour l'importation de matériaux de construction non nationaux et le manque d'infrastructures de soutien pour le développement du secteur du logement. L'extension des services publics a été une contrainte majeure, avec moins de cinq pour cent de la population ayant accès à l'électricité, dont 52,1 % dans les zones urbaines et 2 % dans les zones rurales. L'afflux de réfugiés rapatriés exerce également une pression sur la situation du logement au Burundi. On estime que sur les 400 000 Burundais qui ont fui vers les pays voisins en 2015, environ 67 000 réfugiés sont rentrés, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).<sup>15</sup>

### Marchés immobiliers

La récente recrudescence de l'activité économique a redonné de l'espoir au marché immobilier burundais. Un certain nombre de logements résidentiels seront nécessaires pour accueillir les populations urbaines qui espèrent faire partie d'entreprises privées et publiques. Le code foncier adopté en 2011 a introduit le certificat de titre de propriété comme un autre moyen d'enregistrer les droits fonciers dans les zones rurales, où les terres appartenaient principalement à la

communauté.<sup>16</sup> Toutefois, la mise en œuvre de services d'enregistrement foncier communaux pose des problèmes en raison des intérêts des diverses parties prenantes.

Le marché immobilier a généralement manqué de grands promoteurs dans le segment du logement en raison d'une demande insuffisante d'appartements à prix modéré. Le marché de l'immobilier au Burundi a donc été dominé par des transactions secondaires impliquant de nouvelles cessions de logements anciens. En l'absence de promoteurs immobiliers à grande échelle, les prix des logements résidentiels sont pour la plupart non standardisés et largement influencés par les négociations entre acheteurs et vendeurs. Les prix des appartements de deux et trois chambres à coucher dans la plupart des quartiers autour de Bujumbura varient de 57,5 millions de FBu (30 997 dollars américains) à 85 millions de FBu (45 822 dollars américains). Bien que les prix de l'immobilier à Bujumbura soient grandement hors de la portée de la plupart des ménages à faibles revenus au Burundi, les prix moyens sont relativement moins élevés que ceux des propriétés à Kampala, Nairobi et Kigali.

Le loyer mensuel en 2019 pour un logement résidentiel meublé de 85m<sup>2</sup> dans une zone de premier choix à Bujumbura est estimé à environ 3 millions de FBu (1 617 dollars américains) par mois. Le studio meublé de 45 m<sup>2</sup>, plus petit et en demande dans une zone similaire, est estimé à environ 0,5 million de FBu (267 dollars américains). Le coût des services publics (chauffage, électricité et gaz) pour un mois dans un studio de 45 m<sup>2</sup> est de 100 000 FBu (53,9 dollars américains) par personne. Pourtant, le revenu mensuel moyen d'un ménage locataire est d'environ 42 355 FBu (22,83 dollars américains). Par conséquent, un nombre important de logements locatifs sont demeurés inoccupés pendant de longues périodes.

Le gouvernement du Burundi n'a pas joué un grand rôle dans la livraison de logements. À l'exception de la mise en place d'infrastructures publiques dans l'ensemble du pays, les organismes gouvernementaux n'ont pas participé activement à l'aménagement d'appartements résidentiels pour la population croissante.

Il existe des opportunités dans le segment du marché du logement abordable. Bien que fortement tributaire de l'état politique du pays, la trajectoire de croissance projetée du Burundi à moyen terme devrait attirer quelques investisseurs de petite et moyenne taille dans le secteur immobilier.

### Politiques et réglementation

Les transactions immobilières du Burundi sont régies par la politique nationale d'urbanisme et de logement de 2008. La politique fournit le cadre réglementaire pour la gestion de l'eau, de l'environnement, des terres et des aménagements urbains.

Toutefois, malgré l'existence de cette politique, l'application des droits de propriété et des contrats demeure un défi majeur. Selon la Banque mondiale,<sup>17</sup> les droits de propriété et les politiques gouvernementales réglementées apparaissent en bas du classement mondial selon l'évaluation des politiques et des institutions nationales de 2015. Une étude réalisée en 2009 par Wagner<sup>18</sup> identifie également les limites de l'état de droit et l'absence de sécurité des actifs comme des obstacles majeurs à la croissance au Burundi. En effet, l'absence d'un système réglementaire

robuste était évidente dans la décision du tribunal de Bujumbura d'avril 2019<sup>19</sup> qui a autorisé le gouvernement à saisir les bâtiments appartenant à des politiciens de l'opposition. Le respect d'un mécanisme efficace de mise en oeuvre des politiques est donc essentiel pour tracer les grandes lignes du développement durable du secteur du logement au Burundi.

### Les opportunités

La reprise économique du Burundi en 2017 et 2018 s'oriente vers une croissance soutenue, stimulée par le retour à une stabilité politique. Plusieurs secteurs ont déjà enregistré des taux de croissance louables de 7,4 pour cent<sup>20</sup> (secteur des services) et de 3,2 pour cent (fabrication et agro-transformation). En outre, la mise en oeuvre effective du projet d'inclusion financière du FIDA, qui améliore sensiblement les moyens de subsistance de plus de 99 000 ménages travaillant dans le secteur agricole, aura un effet catalyseur sur plus de 92 % de la population et tous les secteurs de l'économie. Le développement de logements abordables peut entraîner des solutions attrayantes avec des initiatives visant à surmonter les difficultés de financement. Le niveau relativement faible des revenus des ménages, en particulier dans le secteur informel, requiert des solutions de financement innovantes dans le domaine des micro-hypothèques. La croissance rapide de la population dans les zones urbaines dans un environnement de reprise économique offre une opportunité évidente pour les petits promoteurs immobiliers, à moyen et long terme.

### Références bibliographiques

Banque de la République du Burundi (2019). Rapport sur les dépôts bancaires, mars 2019. <https://www.brb.bi/en/content/money-and-credit> (consulté le 20 août 2019).

Banque de la République du Burundi (2019). Domestic Credit Report. <https://www.brb.bi/en/content/money-and-credit> (consulté le 25 août 2019).

<sup>1</sup> World Bank (2019). Recent Developments – Burundi. <http://pubdocs.worldbank.org/en/708231492188151479/mpo-bdi.pdf> (consulté le 19 août 2019) Page 1.

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> World Bank Report (2019) Burundi Recent Developments April 2019.

<http://pubdocs.worldbank.org/en/708231492188151479/mpo-bdi.pdf>, (consulté le 19 août 2019), Page 1.

<sup>4</sup> Bank of the Republic of Burundi (2019) Economic Indicators March 2019.

<https://www.brb.bi/en/content/economic-market-indicators> (consulté le 19 août 2019) Page 4.

<sup>5</sup> World Bank Report (2019) Burundi Recent Developments April 2019, Page 1.

<sup>6</sup> Bank of the Republic of Burundi (2019). Monetary Policy Report Quarter 1, 2019, Page 4

<sup>7</sup> Banque de la République du Burundi (2019). Rapport sur la politique monétaire, premier trimestre de 2019, Pg.4

<sup>8</sup> Bank of the Republic of Burundi (2019) Credit Report March 2019.

<sup>9</sup> Bank of the Republic of Burundi (2019) Economic Indicators. [https://www.brb.bi/sites/default/files/Indicators-April\\_%202019.pdf](https://www.brb.bi/sites/default/files/Indicators-April_%202019.pdf) (consulté le 18 septembre 2019), Page 8.

<sup>10</sup> IFAD (2017). Burundi to receive a US\$24.9 million IFAD grant to enhance financial inclusion services in rural areas. <https://www.ifad.org/en/web/latest/news-detail/asset/39402488> (consulté le 20 août 2019).

<sup>11</sup> World Bank (2019) Country Overview - Burundi. <https://www.worldbank.org/en/country/burundi/overview> (consulté le 20 août 2019).

<sup>12</sup> Ibid.

<sup>13</sup> Site Web de la Banque de la République du Burundi. <https://www.brb.bi/en/content/monetary-policy-report> (consulté le 20 août 2019).

<sup>14</sup> Bank of the Republic of Burundi (2018). Monthly Bulletin – December 2018. <https://www.brb.bi/en/content/monthly-bulletin> (consulté le 20 août 2019).

<sup>15</sup> Ntwari, B. (2019). UNCHR Report. <https://www.unhcr.org/afri/news/stories/2019/5/5cd2b7887/burundian-refugees-returning-home-need-urgent-support.html> (consulté le 20 août 2019).

<sup>16</sup> World Bank (2014). Reforming Local Governance in Burundi to Improve Access to Social Services in Rural Communities. <https://www.worldbank.org/en/country/burundi/publication/reforming-local-governance-in-burundi-to-improve-access-to-social-services-in-rural-communities> (consulté le 20 août 2019).

<sup>17</sup> World Bank (2018). Addressing Fragility and Demographic Challenges to Reduce Poverty and Boost Sustainable Growth- Systematic Country Diagnostic, Page 6.

<sup>18</sup> Wagner, R. (2009). What is the weakest link for entrepreneurial activity in Burundi? [https://pdfs.semanticscholar.org/855e/0503b522fcec9db297ed56859147f9d8e469.pdf?\\_ga=2.250872326.1445587005.1567160570-119769802.1567160570](https://pdfs.semanticscholar.org/855e/0503b522fcec9db297ed56859147f9d8e469.pdf?_ga=2.250872326.1445587005.1567160570-119769802.1567160570) (consulté le 19 août 2019), Page 33.

<sup>19</sup> Fick, M. (2019). Burundi moves to seize assets of opponents in exile. Reuters, May 6, 2019. <https://af.reuters.com/article/topNews/idAFKCN1SM192-OZATP> (consulté le 19 août 2019).

<sup>20</sup> African Development Bank (2019). Burundi Economic Outlook. <https://www.afdb.org/en/countries/east-africa/burundi/burundi-economic-outlook> (consulté le 19 août 2019).